



VIGILANCE ET ACTION

'Il n'y a qu'une seule fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir.

N°22 NOVEMBRE 1988
ISSN 0989-3237

bulletin de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE

LE REFERENDUM

SOI-DISANT

POUR LA NOUVELLE CALEDONIE

par Philippe de GAULLE
Sénateur de Paris

C'est le piège qu'on nous tend pour le 6 Novembre prochain.

De bons apôtres, ceux qui dernièrement, ont prétendu faussement "qu'on avait manqué à la parole de la France en 1963 (sous le Gouvernement du Général de Gaulle) et en 1986", ceux qui furent et sont toujours contre nous, nous enjoignent aujourd'hui péremptoirement de nous y engager au nom d'une prétendue "tradition gaulliste", sous prétexte que le référendum est une création du Général.

Serions-nous donc, de ce fait, condamnés à acquiescer à toutes les consultations de ce genre qui se présenteraient jusqu'à la fin des siècles ?

Ce serait oublier le "NON" des gaullistes aux deux premiers référendums de mai et octobre 1946 sur les institutions de la IVème République, ou leur abstention massive de voter l'entrée prématurée de la Grande-Bretagne dans le

Marché Commun en 1972 malgré leur soutien d'alors au Président POMPIDOU, ou encore plus récemment la manière dont ils ont écarté le projet "de référendum pour un référendum sur l'Enseignement" de Monsieur Francois MITTERRAND.

POUR LE REFERENDUM DU 13 SEPTEMBRE 1987, LES NEOCALEDONIENS ONT VOTE "OUI" AU MAINTIEN DE LEUR PAYS DANS L'ENSEMBLE FRANCAIS : toutes ethnies confondues sans incident notable, sous le contrôle de nombreux observateurs étrangers et de nos magistrats délégués à cet effet, leur approbation a été massive dans une très large majorité de votants. Ainsi ont-ils d'ailleurs confirmé les termes mêmes de l'allocution prononcée par le Général de GAULLE le 4 Septembre 1966 à Nouméa.

Il ne s'agit pas de laisser effacer ce référendum, comme voudraient le faire les mauvais joueurs du gouvernement socialiste qui prétendent recommencer autrement la donne qu'ils viennent de perdre.

LE REFERENDUM SOI-DISANT

Ce scrutin a été acquis on ne peut plus régulièrement et le résultat demeure, malgré la tentative des terroristes d'Ouvéa.

Certes la réélection de Monsieur François MITTERRAND à la Présidence de la République, qui a été un choc pour nos amis de Nouvelle Calédonie lesquels espéraient mieux des métropolitains, a-t-elle conduit Jacques LAFLEUR, Dick UKEIWE et Maurice NENOU à chercher à établir un autre partage en acceptant de rencontrer les indépendantistes à Matignon.

Nous les comprenons tout à fait et nous souhaitons qu'ils réussissent sur place chez eux ce qu'on ne peut pas faire depuis la métropole.

Est-ce à dire que nous devrions pour autant donner à *Monsieur François MITTERRAND et aux socialistes - qui ont suscité en 1981 le F.L.N.K.S, qui n'existait pas avant eux,* ne l'oublions pas - l'approbation politique que voudrait leur gouvernement ?

Répondre "OUI" le 6 Novembre prochain c'est leur donner cet aval, car quelle que soit la question posée, un référendum en France a toujours le caractère d'un soutien plébiscitaire au gouvernement.

Répondre "OUI" C'EST AUS-

SI ACCEPTER PAR AVANCE DES MESURES LAXISTES D'AMNISTIE POUR DES TERRORISTES QUI SERAIENT ALORS REMIS EN CIRCULATION. C'est accepter, dix années avant, que des citoyens français installés sur un territoire français n'aient plus le droit de vote, précédent inadmissible pour les droits de l'homme et du citoyen que la subversion ne manquerait certainement pas d'utiliser ensuite en Polynésie, en Guyane, en Guadeloupe, en Martinique et pourquoi pas, en Corse, en Pays Basque ou en Bretagne.

Répondre "OUI" ce serait s'engager dix années à l'avance sans nécessité et sans savoir ce qu'elles seraient à terme; ce serait donner un chèque en blanc à un gouvernement dont les doctrines aboutissent toujours à la démagogie. Ce serait faire confiance aux indépendantistes dont les buts n'ont pas changé et dont il serait étonnant que les dirigeants, même de bonne volonté relative, ne soient pas excités par des complicités métropolitaines ou étrangères et débordés par leurs extrémistes.

Répondre "OUI" au gouvernement socialiste, et aussi aux communistes qui le préconisent clairement "pour une décolonisation immédiate", ce serait dès le départ renoncer au droit de protester et d'agir contre tout incident et laisser nos amis Néocalédoniens sans défense.

POUR LA NOUVELLE CALEDONIE (suite)

Quels que soient nos bons sentiments et notre désir d'arranger les choses, tout à fait compréhensibles et respectables, je crois donc qu'il est impossible de dire "oui" dans la pratique.

Nous faudrait-il alors dire "NON" ?

Au fond d'eux-mêmes, c'est ce que les "Gaullistes" ont le regret de ne pas pouvoir choisir en réponse à un régime qui ne leur inspire pas confiance, dont ils n'admettent pas ni les méthodes, ni la discrimination arbitraire du droit de vote et dont ils désapprouvent l'opération de politique intérieure sur le dos de la Nouvelle Calédonie, visant dès maintenant à en régler le sort sans savoir ce qu'elle sera dans dix ans, le tout en tentant d'effacer ce qui a déjà été acquis sur place par une réponse affirmative à la France en 1987 et par la réduction du terrorisme depuis.

Mais nous ne voulons pas risquer que cette réponse "pure et dure" puisse être interprétée comme une sorte de désaveu vis à vis de nos amis Jacques LAFLEUR, Dick UKEIWE et Maurice NENOU qui ont toute notre estime, tout notre attachement et tout notre soutien.

EN CONCLUSION, LE 6 NOVEMBRE PROCHAIN, NOUS QUI SOMMES GAULLISTES, NOUS N'AP-

PORTERONS AUCUN SUFFRAGE, MEME NUL, A UN REFERENDUM AUSSI INUTILE QUE NEFASTE.

Nous ne donnerons pas à Monsieur Francois MITTERRAND et à son gouvernement socialiste la caution politique supplémentaire qu'ils cherchent en réalité à nous faire voter sous le prétexte de la Nouvelle Calédonie qui ne peut rien y gagner, bien au contraire.

Nous les laisserons dans le vide, avec leur projet politique qui n'a rien à voir avec les véritables référendums tels que le Général de GAULLE les présentaient aux Français.

LE 6 NOVEMBRE NOUS CHOISIRONS UNE NON-PARTICIPATION VIGILANTE, ENGAGEE ET MOTIVEE.

Philippe de GAULLE

**Vigilance et Action est édité par
le Mouvement Initiative et Liberté**

4 rue Frédéric Mistral, 75015 Paris

Directeur de la publication : A. Decocq

Dépôt légal à parution

IMPRIMERIE SPECIALE

REFERENDUM PIEGE NE VOTEZ PAS

MIL

MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE
4, RUE F. MISTRAL 75015 PARIS

MIL

LE PIEGE

Après avoir brouillé les pistes et jeté le trouble dans les esprits, le pouvoir socialiste a voulu profiter de la situation pour tendre un piège à ses adversaires. Le référendum lui a paru constituer le piège idéal.

PIEGE TECHNIQUE. Un référendum n'est pas soumis au Conseil constitutionnel : on ne saura donc jamais officiellement que le texte proposé par le gouvernement viole un principe essentiel de la constitution.

PIEGE POLITIQUE SURTOUT. En faisant d'abord sauter le maillon central, c'est-à-dire le maillon calédonien, qui se trouve aujourd'hui en position de faiblesse, et en le plaçant sous les feux de l'actualité, le pouvoir socialiste compte diviser ses adversaires et surtout amener les plus fermes d'entre eux à s'aligner sur les positions les plus molles. Bénéfice supplémentaire : il couperait la classe politique de droite de ses électeurs les plus solides, qui n'envisagent pas une seconde de voter oui.

PIEGER LES PIEGEURS

Une partie du piège a déjà fonctionné, puisque certains politiciens soi-disant de l'opposition se sont immédiatement ralliés au oui. Comment faire pour que finalement le piège se retourne contre ses auteurs ?

Doit-on voter non ? C'est la première idée qui vient à l'esprit, mais on risque ainsi de renforcer le pouvoir au lieu de l'affaiblir.

En effet le jeu électoral est tellement faussé qu'il est exclu que le non l'emporte. Dans ces conditions, si la participation était normale, si le oui l'emportait "à la régulière", même et surtout si le non obtenait un nombre de voix honorable, le référendum, son résultat et le pouvoir socialiste paraîtraient tous ensemble légitimés.

Pour que le pouvoir soit affaibli, il faut qu'il apparaisse qu'il a manqué son coup et que les français n'ont pas été dupes. IL FAUT REFUSER DE VOTER.

Ce n'est pas une façon de ne pas remplir son devoir civique : **C'EST UN ACTE POLITIQUE REFLECHI ET SIGNIFICATIF.** Les socialistes ont voulu dénaturer cette procédure solennelle qu'est le référendum en l'appliquant à un sujet qui relève du parlement et en jouant sur la facilité. Il faut leur donner une leçon de dignité.

Pour le pouvoir socialiste, le véritable échec, c'est que les Français ne répondent pas à sa convocation. S'il sort affaibli du référendum, il aura moins de moyens pour livrer la Calédonie au FLNKS.

REFERENDUM PIEGE NE VOTEZ PAS

A DECOUPER OU A RECOPIER ET A RENVOYER AU MIL 4 rue F. MISTRAL 75015 PARIS, TEL : 43 54 15 57

Je, soussigné(e), déclare adhérer au Mouvement Initiative et Liberté (MIL)

Nom : Prénoms :

Adresse :

Date et lieu de naissance : Téléphone :

Profession : Etablissement :

cotisation annuelle : Date : Signature :

- Membre : 100 Frs
- Membre bienfaiteur : 500 Frs
- Exceptionnelle : à partir de 1000 Frs